

La constitution

La détérioration des relations fédérales-provinciales a été marquée sous le gouvernement actuel. On dirait que le gouvernement fédéral fait exprès pour adopter des lois impopulaires afin de contrer les intérêts provinciaux. Ce n'est pas ainsi qu'on traite un partenaire, et ce n'est certes pas une atmosphère que devrait créer le gouvernement au moment où il veut apporter des changements constitutionnels. Nous sommes un État fédéral et non unitaire. Si le gouvernement continue à essayer d'éliminer les provinces de la Confédération, nous pourrions nous retrouver avec un État unitaire. Ce n'est pas ce que les Canadiens veulent. Comme les provinces s'en rendent compte, elles défendent leurs droits et leur avenir ainsi que celui du Canada, parce qu'elles sont de bons partenaires canadiens.

Nous du parti progressiste-conservateur sommes en faveur du rapatriement au Canada de l'AANB. Le rapatriement pourrait se faire rapidement afin que notre document constitutionnel soit là où il devrait être, sans pour cela ennuyer un autre pays avec nos problèmes. Une fois rapatriée, la constitution devrait être modifiée par les Canadiens suivant une formule d'amendement acceptée par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Un aspect de notre régime actuel qu'il importe à mon avis de maintenir est la monarchie constitutionnelle. Nous ne ferions qu'accentuer les divisions qui existent en tentant de modifier ou d'affaiblir cette tradition qui fait du Canada l'un des meilleurs endroits du monde où vivre. La monarchie est trop indissociablement liée à notre culture et notre histoire pour être retirée de notre vie politique. Il ne faut pas faire courir au Canada le risque que des gens ou un gouvernement peu scrupuleux renversent l'ordre politique et le façonnent à leur guise. Je suis contre toute tentative visant à réduire le rôle de la monarchie. J'estime que Sa Majesté doit rester à la tête du Canada.

Les loyalistes étaient fiers de leur amour de Dieu et du monarque. Ils ont défendu leurs convictions afin de préserver un mode de vie qui leur était cher pour les générations futures. Je suis fier d'être de leurs descendants et j'apprécie le pays qu'ils se sont employés à créer. Je n'oublie pas les sacrifices qu'ils ont faits et je ne les tiens pas pour acquis. Je pense que nous devons manifester notre respect à leur égard et envers d'autres pionniers aussi en préservant les traditions et les modes de vie qu'ils nous ont légués.

Il n'y a pas de régime de gouvernement parfait, monsieur l'Orateur, mais je crois personnellement que le nôtre est l'un des meilleurs. Notre héritage et nos traditions dont je suis fier sont vénérés ici et partout dans le monde. Il faut nous rappeler d'où nous venons pour mieux savoir où nous allons. Le gouvernement semble l'oublier, mais les Canadiens, eux, ne l'oublient pas.

Le souci que beaucoup se font au sujet des droits et de l'égalité des femmes tend à nous faire oublier la haute norme d'excellence qu'a établie au cours des années notre gracieux chef d'État, Sa Majesté la Reine Elizabeth II. On estime que les femmes représentent un peu plus de la moitié de notre population nationale; leur égalité en tant qu'êtres humains est certainement reconnue au Canada et garantie pour l'avenir. Il y a sur les droits du fœtus les vues les plus contradictoires et je

crois que notre temps serait mieux employé à examiner tous les aspects de cette question.

Les citoyens d'un pays peuvent faire de la constitution un instrument efficace uniquement s'ils en respectent les principes. Pour mériter ce respect, la constitution doit être juste et équitable, et une source d'inspiration dans le présent comme pour l'avenir. Les citoyens doivent être convaincus que leur gouvernement les conduira vers cet avenir de promesses, de droits et de libertés dont la constitution promet le maintien.

Le gouvernement actuel a fait beaucoup de promesses et il en a trahi tout autant, tant au cours de la législature actuelle que lors des précédentes. Il a refusé avec obstination de s'attaquer à des problèmes qui inquiètent vivement les Canadiens, comme les taux d'intérêt élevés, l'inflation et le chômage. Aucune politique industrielle globale ne vient aider les entreprises canadiennes à planifier leur croissance future. Le niveau de vie des Canadiens a fléchi et notre économie est dans une mauvaise passe. Le gouvernement actuel, sous le règne du premier ministre, a eu amplement le temps de s'attaquer à ces problèmes.

Ce même gouvernement, qui a si peu aidé les Canadiens ces dernières années, leur présente maintenant des propositions constitutionnelles. Comment les Canadiens peuvent-ils accueillir en toute confiance ces propositions, venant d'un tel gouvernement? Cela leur est impossible. Comment les Canadiens peuvent-ils respecter un gouvernement qui tente de faire exécuter sa sale besogne par le gouvernement d'un pays étranger que les Canadiens tiennent en haute estime tout en rejetant sur ce même pays le blâme pour tous les petits problèmes? La Grande-Bretagne mérite un meilleur traitement de notre part, monsieur l'Orateur. Nous lui devons bien cela.

Le gouvernement n'est pas à l'écoute des Canadiens et le pays s'en ressent aux chapitres de l'unité nationale, de l'économie et de sa quête de l'autosuffisance énergétique. Le Canada possède d'immenses ressources énergétiques, il regorge de matières premières et de ressources humaines. En cela, il fait l'envie de beaucoup de pays. Malheureusement, le gouvernement fédéral ne voit pas la réalité. Monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel, avec ses myriades de tours d'ivoire et ses programmes à court terme nuit au Canada, pays que j'aime par-dessus tout.

Le gouvernement devrait écouter la voix de la raison en ce qui concerne la question constitutionnelle et rapatrier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour le modifier au Canada selon une formule d'amendement à laquelle souscriraient toutes les provinces. Cela vaudrait mieux pour tous les Canadiens. Le gouvernement pourrait rapatrier la constitution rapidement pour ensuite s'attaquer aux véritables problèmes des Canadiens et jouer son rôle, c'est-à-dire aider et guider, de manière à ce que l'industrie et le monde des affaires en général puissent planifier leurs activités en fonction de l'avenir.

Le gouvernement actuel modifie depuis un certain temps le Canada que nous connaissons et aimons. Les petits changements auxquels il a procédé ici et là commencent à avoir leurs effets. Personnellement, comme beaucoup d'autres Canadiens, je n'aime pas ce que je vois et je crains pour l'avenir de notre pays.

Monsieur l'Orateur, il est 10 heures.